

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Publication-des-comptes-2008-d>

Réseau Sortir du nucléaire > Presse > Nos communiqués de presse > **Publication des comptes 2008 d'Areva - Areva au bord de la faillite : l'argent public ne doit pas renflouer l'industrie nucléaire**

25 février 2009

Publication des comptes 2008 d'Areva - Areva au bord de la faillite : l'argent public ne doit pas renflouer l'industrie nucléaire

Pertes colossales sur le chantier de l'EPR de Finlande, facture de 2 milliards du fait du départ de Siemens, plusieurs investissements insensés aux USA, 60% de baisse en bourse en quelques mois, Areva est au bord de la faillite. L'industrie nucléaire française est sinistrée et ne doit pas être renflouée par l'argent public, lequel doit aller aux énergies renouvelables.

L'entreprise nucléaire Areva publie ce soir ses comptes pour l'année 2008. D'ores et déjà, on peut annoncer que ce supposé "fleuron" de l'industrie française est au bord de la faillite et attend que ce soit l'argent public qui, une nouvelle fois en France, vienne au secours d'une industrie nucléaire défailante.

Areva est à la recherche de près de 3 milliards d'euros pour simplement boucler son budget 2009, et a déjà annulé, le 25 novembre 2008, son projet d'exploitation de la mine d'uranium Midwest au Canada. Autre déconvenue majeure pour Areva qui attendait beaucoup de ce marché : le 5 décembre, l'Afrique du Sud a annulé les 12 réacteurs qu'elle prétendait faire construire.

Pendant ce temps, le chantier EPR d'Areva en Finlande, lancé en février 2005, tourne au désastre : déjà 38 mois de retard et 2,4 milliards d'euros de pénalité demandés par les Finlandais aux Français. Vendu 3 milliards d'euros, ce réacteur coûte donc en réalité 5,4 milliards... en attendant de nouveaux surcoûts.

De plus, le départ de Siemens, annoncé en janvier dernier, a pris au dépourvu Areva qui doit trouver 2 milliards d'euros de plus pour racheter parts détenues par son ancien allié. A la bourse de Paris, la cotation d'Areva est passée de 820 euros en juin dernier à 325 à ce jour : -60% !

Par ailleurs, la plupart des projets de construction de réacteurs annoncés ces derniers mois, et qui pourraient représenter des marchés pour Areva, restent parfaitement virtuels : lors des déplacements à l'étranger de M Sarkozy (Libye, Algérie, Maroc, Abou Dhabi, Arabie Saoudite, Jordanie, Afrique du Sud, Estonie, etc), de simples "accords de coopération" ont été signés : bien qu'il y soit souvent fait mention de l'éventualité de construire des réacteurs EPR, ces documents n'engagent absolument à

rien.

Ainsi, les 4 et 24 février dernier, l'Elysée a bluffé en célébrant la supposée "vente" de deux EPR à l'Inde et d' "au moins 4 EPR" à l'Italie : il est facile de faire de telles annonces, bien plus difficile - surtout en ces temps de crise mondiale - de trouver les immenses financements nécessaires pour construire réellement ces réacteurs.

Autre marché visé par Areva et qui tourne à la déconfiture : les USA. Le plan de relance de M. Obama a attribué zéro dollar au secteur nucléaire... qui espérait 50 milliards. La plupart de projets de réacteurs sont gelés, et les rares qui avancent réellement sont portés par les concurrents américano-nippons d'Areva (Westinghouse/Toshiba et General Electric/Hitachi).

Pourtant, Areva investit aveuglément aux USA pour participer à une supposée "renaissance" du nucléaire de plus en plus virtuelle : en mai 2008, Areva a annoncé avoir retenu le site de Bonneville, dans l'Idaho, pour produire du combustible nucléaire. Et en octobre 2008, Areva a annoncé investir plus de 360 millions de dollars dans l'Etat de Virginie pour fabriquer des composants lourds pour le secteur nucléaire américain.

De même, en Grande-Bretagne, Areva est tributaire d'éventuelles commandes d'EDF qui a racheté British energy au prix fort (juste avant la crise mondiale !). Mais EDF est lourdement endettée et à aussi perdu plus de 60% en bourse...

Incapable de reconnaître son échec programmé, Mme Lauvergeon est lancée dans une fuite en avant insensée qui a toutes les chances de se terminer par un désastre industriel et financier. Hélas, Areva étant détenue par l'Etat, ce sont les citoyens de France qui paieront la note le moment venu. Il est encore temps de mettre un coup d'arrêt à cette folie, et d'empêcher M Sarkozy d'utiliser l'argent public pour renflouer Areva. Comme le fait M Obama aux USA, c'est dans les économies d'énergie et dans les énergies renouvelables qu'il faut investir.